

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ALFRED SAUVY

Statistique générale et service national de statistique de 1919 à 1944

Journal de la société statistique de Paris, tome 116 (1975), p. 34-43

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1975__116__34_0

© Société de statistique de Paris, 1975, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

STATISTIQUE GÉNÉRALE ET SERVICE NATIONAL DE STATISTIQUE DE 1919 A 1944

(Extraits d'une communication faite le 19 septembre 1974
devant la Société de statistique de Paris)

The author tells his memories at the Statistique Générale de la France then at the Service National de Statistique from 1919 to 1944. He indicates the lessons that can be learnt from this experiment.

Der Verfasser erzählt seine Erinnerungen von der Statistique Générale de la France bis zum Service National de Statistique von 1919 bis 1944. Er zieht daraus die Schlüsse, die man aus diesen Erlebnissen ziehen kann.

Pour décrire la Statistique générale de la France, je vais commencer, excusez-moi, par des souvenirs personnels sur mon entrée.

En 1922, sévissait une crise économique, et comme tout polytechnicien, je ne savais rien faire, excepté tuer des gens avec mon 75 et encore...

Or, en août 1922, je lis une annonce de concours pour deux emplois de « statisticien adjoint ». Il fallait avoir fait des mathématiques, de l'économie, de la géographie économique, de la technologie, savoir l'anglais et l'allemand. Cinq candidats : quatre polytechniciens et un normalien. Devant cet afflux, E. Borel et G. Darmois, chargés du concours, ont préparé un problème probabiliste, fort ardu pour l'époque. J'ai eu la chance d'être reçu avec Marcel Henry (qui, depuis, a fait carrière dans les Assurances) et d'entrer en décembre 1922 à la S. G. F.

A l'époque, la statistique n'était pas connue et pour dire le mot « statisticien », le bon genre était de le prononcer mal : « sta-tis-ti-cien ». Ce fut le cas, bien sûr, dans ma famille. Les honnêtes gens connaissaient vaguement la statistique par Labiche : le professeur Magis qui comptait les veuves passant sur le Pont-Neuf, etc. Or, à l'époque, je jouais au rugby avec G. Lavoegie, futur directeur de la Hollerith française, devenue I. B. M.; lorsqu'il a annoncé aux autres joueurs, lui Marseillais, qu'il était « marchand de machines à statistiques », ce fut une immense gaieté dans l'équipe. Nous avons passé pour deux farceurs!

Après ce concours si difficile, j'étais terriblement craintif et je me disais : vais-je être assez fort pour venir à bout des problèmes de hautes mathématiques que j'aurai devant moi?

D'ÉTONNANTS CONTRASTES

A la S. G. F., il m'a été confié de faire l'*Annuaire Statistique*; comme les ministères ne publiaient pas leurs chiffres, M. Lenoir, statisticien, m'a dit : vous irez dans les ministères, pour recopier les chiffres. Et c'est ainsi que j'allais à l'*Instruction publique*, à la *Justice*, etc. Les services de statistique de cette époque, fort réduits, fournissaient des emplois réservés aux mutilés de guerre. Et chaque service de ministère était, si j'ose dire, un poème. L'inexactitude des totaux, les lacunes de chiffres, m'ont permis d'essayer des techniques empiriques, appelées aujourd'hui « utilisation des statistiques imparfaites », c'est-à-dire de faire, avec de l'inexact, de l'à peu près.

C'est un premier exemple des contrastes stupéfiants de cette Statistique générale, établissement artisanal, combinaison de haute productivité et de situations burlesques. L'ensemble des travaux était d'une *productivité très élevée* : une centaine de personnes arrivaient à dépouiller un recensement quinquennal, fort poussé, à publier un bulletin trimestriel, un bulletin mensuel, une feuille hebdomadaire, un annuaire statistique annuel, rétrospectif et international, un recueil décennal de tableaux d'indices généraux (que nous n'avons plus), la statistique des institutions d'assistance, le mouvement de la population, etc. Cet organisme n'avait aucun dessinateur. Il calculait aussi des indices de prix de gros, de production industrielle, etc. et une multitude d'indices de conjoncture, plus ou moins ajustés. Il était d'ailleurs plus facile de travailler à cette époque, car il n'y avait ni commissariat au Plan, ni commissions (ou presque), donc peu de temps passé au dehors; l'indice des valeurs mobilières était calculé en 3/4 d'heure (300 valeurs), le samedi matin. Tout ce que les ministères ne savaient ou ne voulaient pas faire aboutissait à la Statistique générale.

LE RECENSEMENT

Le recensement était quinquennal. Le bulletin de recensement ne comprenait aucun renseignement particulier pour les grandes entreprises, sauf, parfois, une fiche de l'Inspection du travail. C'était un travail gigantesque de manier 40 millions de bulletins, de les classer en établissements, ce qui conduisait à les rassembler avec des épingles, des ficelles, ou des rubans, selon l'épaisseur du lot. Tous les établissements étaient ainsi groupés de Michelin ou Renault au ménage agricole, sans salaire, du Limousin. Un beau jour, on s'aperçut qu'il était bien inutile d'associer M. Le Bœuf cultivateur et M^{me} Le Bœuf cultivatrice. Les ménages les moins assortis ont alors été constitués. Que d'adultères! Cela faisait gagner du temps, sans compromettre en rien le recensement.

M. Bunle, dernier survivant de cette époque, consciencieux et compétent, faisait admirablement son métier. L'appareil utilisé pour le recensement était le classi-compteur March, bien oublié et peut-être même ignoré au *Conservatoire des Arts et Métiers*. Il y avait cependant, à la S. G. F., une trieuse tabulatrice, pour le mouvement de la population. Le pianotage sur le clavier du classi-compteur donnait lieu pour certaines femmes, à des performances extraordinaires, stupéfiantes. Les résultats furent une série remarquable et continue de recensements, de 1901 à 1936.

Mais ces chiffres austères, serrés, n'étaient guère utilisés, car il n'y avait aucune idée de diffusion dans le public.

Ce n'en fut pas moins une série remarquable de recensements, comparables, retraçant remarquablement l'évolution française pendant 35 ans.

L'ÉCONOMIE

La partie économique était dirigée par Dugé de Bernonville, homme de grande science. Il connaissait d'une façon étonnante l'économie française et même celle des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne, annonçant les événements à l'avance, d'après l'examen continu des indices. Cet homme aurait pu épargner aux gouvernements français les monstrueuses erreurs commises, par suite d'*ignorance des faits*.

L'indice des prix de gros était, à cette époque, plus important que celui des prix de détail. Quand il s'est agi de mesurer les variations du coût de la vie en 1920, la *Statistique générale* a refusé, alléguant sa non-compétence : « Nous ne pouvons pas mesurer les variations des loyers, des prix des vêtements, etc. ». Lorsque les compétents se dérobent par scrupule, ce sont les incompetents et les intéressés qui donnent leur avis, nous le voyons aujourd'hui pour bien des questions, comme la fin du monde.

Le calcul des indices du coût de la vie avait été confié à des commissions départementales paritaires. Il y aurait un ouvrage à écrire sur elles, que dis-je un ouvrage, des pièces de théâtre.

Voici, parmi mille cas, celui de la mesure des prix de la chaussure à Marseille. Il avait été convenu, à la Commission de Marseille, que l'on prendrait la moyenne arithmétique de toutes les chaussures, à la vitrine d'un certain magasin. Le syndicaliste alla trouver son camarade étalagiste et une heure avant le passage des membres de la Commission, celui-ci, un peu trop zélé, a remplacé les chaussures normales par les plus chères de toutes, bottes de luxe, etc. D'où tempête à la Commission.

Les indices de ces *Commissions régionales*, base 100 en 1914, allaient de 300 à 700, selon que la dominance, à la commission, était patronale ou ouvrière.

La position de Huber et de Bernonville était alors fort nette : « Il ne faut pas nous en mêler; d'ailleurs les indices ne sont pas faits pour le public, les journalistes ne disent que des bêtises, etc. ». Cette idée du secret technique est loin d'avoir disparu aujourd'hui.

De Bernonville avait sous ses ordres deux collaboratrices, comme il ne doit plus en exister à l'I. N. S. E. E. : de formation « primaire supérieur », elles étaient peu payées. Et cependant, pourvues d'une écriture impeccable, intelligentes et assidues, elles rendaient de grands services, tenant à jour, des dossiers considérables, tous manuscrits, dans lesquels on retrouvait toutes les séries d'indices du présent et du passé, à la minute même. En outre, elles calculaient chaque semaine, l'indice des prix de gros; de Bernonville n'avait à intervenir que pour les cas difficiles. Tout cela marchait admirablement, sans grincements.

LA CONJONCTURE

De Bernonville se prononçait contre les baromètres et contre toute prétendue loi rigoureuse. Il préférait *le jugement* et les événements lui donnèrent singulièrement raison.

J. Dessirier, homme d'audace et de foi, a été le grand pionnier. Pour calculer le premier indice de la production industrielle en France, il fit des efforts difficiles à imaginer. Par exemple, il allait avec sa voiture, objet rare à l'époque, à ses propres frais, faire le siège des secrétaires de mairie de banlieue, combien rétifs, pour obtenir l'envoi mensuel du nombre

des demandes en autorisation de bâtir. Avec ces renseignements et d'autres et au moyen de corrections empiriques, il calculait l'indice du bâtiment. La décadence de l'indice de production industrielle depuis la guerre, est, pour moi, un sujet d'affliction.

En 1929, désespéré de ne pouvoir faire de prévision, J. Dessirier est parti. C'est alors que Huber, que je voyais peut-être une fois par an, me demanda de prendre sa suite. Je fus épouvanté par le travail auquel j'étais appelé, car Dessirier avait laissé des centaines de séries chronologiques mensuelles, des tableaux manuscrits écrits très fin, avec deux ou trois années d'avance; chaque série était ajustée, tout au moins des variations saisonnières. Je dus abandonner certaines d'entre elles, par exemple les compensations bancaires en Argentine.

Cela se passait juste au début de la grande crise. Ce fut une grande chance pour moi, de pouvoir la suivre pas à pas. C'est (je le crois, plus vrai encore aujourd'hui) la meilleure façon, sinon la seule, d'apprendre la science économique : suivre, expliquer et prévoir. Je prends un exemple : en suivant tous les mois, sinon toutes les semaines, les indices de l'emploi et du chômage, je m'aperçus qu'ils ne suivaient absolument pas les mouvements « logiques », tels que les concevaient l'opinion et les économistes eux-mêmes. Par exemple, l'appel anticipé ou le renvoi d'une classe militaire n'avaient aucun effet sur la courbe du chômage etc. Mes idées, ce qu'on pourrait appeler ma doctrine, ont été entièrement à base d'observation.

L'indice de la production industrielle était ce que j'appelle un indice conjoncturel. Sans l'aide d'une règle probabiliste rigoureuse, je corrigeais les anomalies, décelant une erreur ou un accident. Aujourd'hui encore, je préfère toujours un nombre approximatif et vraisemblable à un nombre sciemment erroné, qui donne bonne conscience; c'est là toute une éthique. J'ai vainement demandé, depuis la guerre, à mon ami Dumontier, que j'admire tant, de calculer, à côté de l'indice de production, tel qu'il sort du calcul rigoureux et mécanique, un indice conjoncturel qui renseigne mieux, et que seul peut calculer celui qui a les éléments en main.

L'occasion, sinon la nécessité, d'un appareil mathématique pour appliquer ces méthodes empiriques se présentait cependant, en mainte occasion. Jamais il ne me fut possible d'y recourir, par manque de temps. Pour les corrections de variations saisonnières, j'eus une longue lutte avec les rigoristes, comme Divisia, qui prenaient 20 ans de base, de façon à « éliminer les variations accidentelles ». Mais, en 20 ans, le rythme saisonnier avait eu le temps de changer... Tout est là.

Je prenais donc des périodes de base très courtes et j'établissais mes coefficients d'une série chronologique, par itérations successives, en utilisant la corrélation avec d'autres indices de conjoncture. Il m'arrivait même de faire entrer, dans le calcul des coefficients saisonniers, le chiffre même que je devais corriger. Malheureusement, je n'ai pu jamais accomplir mon projet de rédiger une théorie rigoureuse de ce procédé.

POPULATION

La seule étude, vraiment mathématique, du bulletin de la S. G. F. que j'aie en mémoire est l'analyse démographique de Lotka, en 1931, sauf erreur. C'était une révélation, car la démographie était, jusque-là, surtout descriptive. Nous venions de découvrir la répartition par âges et les mauvaises interprétations des taux de mortalité. Il a d'ailleurs fallu la poussée de A. Landry, intelligence rare, pour faire adopter l'espérance de vie à la naissance et le taux de reproduction, car M. Huber et H. Bunle préféraient la population type.

LES SECOURSSES

Ainsi, avec le recul du temps, la vie de la *Statistique générale* se déroulait à peu près sans heurts. Ne dit-on pas que les peuples heureux n'ont pas d'histoire? La périodicité régulière des publications suggère toujours un mécanisme d'horlogerie.

Cependant, malgré les progrès introduits par J. Dessirier et par A. Landry, l'ensemble était marqué par un fort conservatisme, et tôt ou tard, les secousses devaient se produire. Il y en eut trois, une mineure et deux importantes, dramatiques même.

La première, la mineure, fut une répercussion, en 1930, de la crise sur les indices de prix. L'indice des prix de gros s'effondrait, mais non celui des prix de détail, d'où de vives récriminations de l'opinion contre les « intermédiaires ». L'indice des prix de gros de 45 articles portait sur les matières premières et les produits agricoles. C'était un indice « monétaire », non pondéré. Quant aux indices des prix de détail de 13 et de 34 articles, ils étaient pondérés et portaient sur des prix relevés dans les magasins. Pour rétablir la comparabilité, la S. G. F. a calculé un indice de prix de gros, pondéré de la même façon que celui des prix de détail, ce qui a donné un parallélisme assez frappant, avec les décalages habituels; mais cela n'a pas suffi à calmer les esprits.

Mise en cause par le monde de l'industrie et surtout du commerce, qui se voyait accusé, la S. G. F. n'entendit cependant pas aller plus loin. C'était pourtant une belle occasion de demander des crédits et de créer un véritable service d'observation des prix.

Après diverses péripéties, les industriels et les commerçants eurent le dessus. Ils ont calculé chaque mois eux-mêmes des indices comparatifs des prix de gros et de détail et ont obtenu leur publication dans le bulletin de la S. G. F. sous un titre d'apparence officielle (« Commission de... »), sans que la S. G. F. eût aucun contrôle sur eux.

A la même époque, les indices régionaux du coût de la vie ont été mieux réglementés et surveillés.

En 1931, sans rapport avec la crise, nous avons été obligés d'abandonner le bâtiment des bureaux Quai d'Orsay, qui menaçait de s'effondrer. Nous avons trouvé, grâce à la crise, quatre appartements bourgeois à louer, rue de l'Université, à 300 mètres. Je passe sur divers épisodes hauts en couleur.

LE COUP D'ÉTAT DE 1936

La deuxième secousse est venue en 1936, du fait de l'arrivée au pouvoir du Front populaire et du départ en retraite du directeur Huber, 60 ans.

Je ne pourrai pas tout vous dire ici, ni moins encore tout écrire. Ceux que ces événements intéressent peuvent consulter l'ouvrage « De Paul Reynaud à Charles de Gaulle » chez Casterman, où un chapitre « Typhon sur un îlot » est consacré à cet épisode que personne ne peut croire, bien qu'une partie seulement des événements ait pu y être décrite. Ce chapitre est fort au-dessous de la vérité.

N'ayant pas de tâche bien définie à l'Économie nationale (rond-point des Champs-Élysées), j'entreprends de traduire « en prose » les feuilles statistiques hebdomadaire et mensuelle et je suis stupéfait de l'effet produit. Les quelque cent personnes qui travaillent dans le ministère me disent que c'est une révélation pour eux. C'en fut une pour moi, en tout cas, car je vis que de tous ces hommes, aucun ne savait lire une statistique.

LA STATISTIQUE OBLIGATOIRE

L'indice de la production industrielle, que je continuais, en 1938, à calculer à la S. G. F., était établi sur des bases fragiles. Songez que les 4 grands producteurs de pneumatiques refusaient de communiquer tout chiffre de production de pneus, même global...

C'était l'époque des décrets-lois. Après bien des difficultés et déboires, je parvins, en novembre 1938, par faveur personnelle, à obtenir la signature d'un décret instituant la communication obligatoire de statistiques par les entreprises ou les groupes professionnels.

Muni de ce tigre en papier, je parvins à convaincre les chambres syndicales professionnelles de rassembler les chiffres mensuels de production, d'emploi et de salaires payés. Les entreprises avaient le droit de m'envoyer directement les chiffres (ce que je redoutais fort, n'ayant aucun personnel) ou bien de les adresser à une organisation professionnelle de leur choix.

Des difficultés inattendues surgirent. Les organisations professionnelles s'avéraient incapables de faire une extrapolation, pour ramener à 100 chaque mois, le total des réponses. Préférant comme tant d'autres, un chiffre faux, mais comptable, à un chiffre approximatif, leurs secrétaires généraux, s'avéraient, en outre, incapables de faire une règle de trois. Je dus multiplier les circulaires, chargées d'exemples pratiques.

En dépit de ces difficultés, je suis parvenu, en quelques mois, au milieu de bien d'autres travaux, notamment au cabinet de Paul Reynaud, avec le concours de M^{me} Y. Serruys, (pour relancer et harceler les organisations) et d'une demi-dactylo, à établir un ensemble de statistiques sur l'industrie française, qui a paru pendant la guerre, dans *Statistiques industrielles obligatoires*; de tous mes ouvrages, c'est celui dont je suis le plus satisfait et celui qui est le moins connu. La guerre a arrêté le mécanisme.

DES STATISTIQUES DU CHOMAGE A LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Permettez-moi de revenir un moment sur la doctrine à base d'observation, évoquée plus haut à propos du chômage. En novembre 1938, après Munich, Paul Reynaud, nommé ministre des Finances, n'avait qu'une semaine pour rédiger des décrets lois propres à ranimer l'économie française, qui était à un niveau plus bas encore qu'en 1936, avant le Front populaire. Il m'a appelé auprès de lui et m'a donné tous pouvoirs pour rédiger les décrets économiques. J'ai eu du mal à faire prévaloir mes vues, même au ministère des Finances, tant le malthusianisme économique était répandu et n'ai pas pu aller tout à fait au fond de mes idées et des nécessités.

A la parution des décrets, le pronostic de la presse et de l'opinion fut unanimement défavorable, de la droite à la gauche. Retirer de l'argent par l'impôt, cesser les grands travaux, ne pouvait pas remettre sur pied, disait-on, une économie dans le marasme, allonger la durée du travail ne pouvait, était-il ajouté, que faire monter le chômage. Assouplir le contrôle des prix ne pouvait que faire monter ceux-ci.

Tels étaient les trois arguments émis, si vigoureux que je tremblais quelque peu. Certain du succès, je ne l'étais pas sur le délai, l'inertie étant toujours un facteur difficile à évaluer.

La prévision est, pour moi, le seul critère de l'économiste. Tout le reste, ce sont des exercices de haute qualité, rien de plus. Toujours est-il que l'économie a connu, par ces

moyens hétérodoxes nés de la pure observation de 9 ans, la reprise la plus brillante de son histoire. Les résultats sont là : production, chômage, exportations, bâtiment, etc. Mais la guerre a effacé tout cela et en 1975 nous ne comprenons pas plus qu'avant la guerre que le chômage est une question d'ajustement et non de nombre. Les méthodes du commissariat au Plan et de la Comptabilité nationale en matière d'emploi sont puériles.

LA « DROLE DE GUERRE »

Privée de plusieurs titulaires, la S. G. F. marche au ralenti, achève le dépouillement du recensement de 1936 et calcule quelques indices.

Mobilisé moi-même, je travaille avec R. Auboin, au *Comité franco-britannique*, présidé par J. Monnet. Mais ces événements si peu connus étant en dehors de la S. G. F., je les passe sous silence.

LA 3^e SECOUSSE

Au retour à Paris en juillet 1940, O. Moreau Néret, secrétaire général, nomme H. Bunle directeur de la S. G. F. (Bernonville est en retraite).

Pour René Camille, homme de grande valeur, qui devait hélas mourir à Dachau, j'ai conservé une vive admiration, mais nous avons eu de sérieux démêlés.

Ayant eu la révélation de la mécanographie, Carmille croyait qu'il n'y avait plus besoin de statisticiens. Il voulait transformer par la mécanographie toute la vie administrative française, tout en procurant des emplois à des militaires éliminés de l'armée.

Le principe consistait à remplacer les dénombrements anonymes et globaux, par la collecte de renseignements individuels continus. Une fiche devait être établie pour chaque personne, chaque logement, chaque ferme, etc. de sorte qu'à tout moment il suffirait de passer les cartes aux machines pour avoir les renseignements souhaités, à la date D. C'est de là que date le numéro de 13 chiffres, pour chaque Français, encore en vigueur.

Un beau jour, nous apprenons à la S. G. F. par le *Journal officiel* la création du « Service de la démographie » pourvu de grands moyens et nous entamons une querelle avec Carmille qui entend nous absorber. C'est l'établissement artisanal que l'usine veut supprimer.

L'ORGANISATION DU SERVICE NATIONAL DES STATISTIQUES

A la S. G. F. nous étions tous opposés à ces fiches.

Les dépenses considérables nécessitées par les projets de Carmille avaient été estimées à plus 300 millions de francs par an, par H. Bunle et P. Depoid, chiffre énorme à l'époque. Mais cette objection n'eut aucun poids. Il nous fut répondu que nous retardions et que, dans une économie de contrôle, les problèmes financiers n'existaient plus. P. Depoid a entrepris alors le calcul du coût en tonnes de papier, montrant que l'application des projets de Carmille nécessiterait une quantité de papier hors de proportion avec les possibilités nationales. Mais Carmille voyait loin.

Finalement, la paix se fit entre nous et le petit établissement artisanal fut absorbé par la grande usine, l'ensemble prenant le nom de *Service national des statistiques*.

LA CONJONCTURE PENDANT LA GUERRE

L'*Institut de conjoncture* travaillait de façon autonome et j'ai eu la chance d'avoir d'excellents collaborateurs, notamment A.-L. Vincent, si connu aujourd'hui pour ses travaux sur la productivité, R. Froment, A. Marc, H. Brousse, infatigable sur les statistiques agricoles et le ravitaillement, J. Vergeot et J. Dumontier, que je chargeai spécialement de l'enquête sur le coût de l'occupation. En septembre 1944, nous avions, sur ce coût, tous les documents prêts pour les conférences internationales sur les réparations.

Pendant cette période, nous avons, A.-L. Vincent et moi, jeté les bases de la comptabilité nationale. Les résultats sur les comptes de l'économie de guerre, en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne et en France ont paru dans le *Bulletin rouge brique*, dont je vais dire quelques mots.

Dès le mois d'août 1940, j'ai entrepris (par besoin personnel intense et toujours pressant, aujourd'hui encore, de communications) la rédaction de *Rapports sur la situation économique*, envoyés confidentiellement à quelques personnes. Tiré en offset, ils n'étaient soumis à aucun contrôle, aucune censure et ont recueilli vite une grande faveur en cette époque, privée d'information.

L'entrée en guerre de l'Union soviétique et des États-Unis a modifié profondément la situation. Désormais des renseignements ont été donnés dans le *Bulletin* sur la guerre, les armements dans le monde, etc. En août 1942, un calcul décisif sur les constructions et les pertes de navires, assorti d'un graphique, montrait, de façon décisive, que, le matériel américain étant désormais sûr de passer l'Atlantique, seule la durée de la guerre restait inconnue, non sans issue. Je recevais des renseignements de divers côtés, en particulier par la Suisse, toutes les semaines et même à la fin par l'Espagne. Dans mon bureau du S. N. S. je reçus, le 16 juin 1944, une semaine entière du *Times* notamment le numéro du 7 juin, d'où l'on voyait les soldats anglais, marchant dans l'eau, vers la côte normande. C'était assurément, en dehors de la zone des combats, les seuls numéros du *Times* parvenus en France. Aussi n'ai-je pas été trop surpris quand je m'aperçus, deux jours après, qu'ils avaient tenté un amateur.

Je possède encore une collection complète du *Bulletin rouge brique* et la tiens à la disposition des historiens de ce temps.

La fin de la guerre, assombrie par l'arrestation de Carmille, ne fut marquée à l'intérieur du S. N. S. par aucun événement important. Le travail se poursuivait, mais les soucis étaient ailleurs.

EN CONCLUSION

Ces événements semblent terriblement loin; un siècle entier nous en sépare, semble-t-il. Il faudrait un gros volume pour décrire, dans le menu, l'histoire de la *Statistique générale* et du *S. N. Statistiques*.

Bien des leçons pourraient en être tirées ne serait-ce que la méfiance à éprouver devant les eaux calmes; sur le plan technique, les enseignements peuvent foisonner eux aussi.

Alfred SAUVY
Ancien président

DISCUSSION

J. de BANDI. — Je voudrais poser à M. Sauvy deux questions très complémentaires ou mieux, très similaires.

La première concerne la détermination des statistiques qu'il est utile de relever. Si l'on considère les statistiques de l'entre deux guerres ou la part d'héritage que comporte notre statistique actuelle, l'on peut se poser la question de savoir par qui ou comment étaient déterminées les données statistiques qu'il importait de réunir. Le même type de problème -- et c'est la deuxième question -- concerne les nomenclatures de production d'activité, de profession... Qui déterminait? Selon quels critères ou selon quelles procédures, étaient déterminées les catégories utiles?

Réponse. — Les données statistiques à réunir étaient déterminées soit par la nécessité, soit par la commodité. Il était, par exemple, nécessaire de faire des recensements; mais bien souvent, la statistique n'était qu'un sous-produit de l'activité administrative; par exemple, grâce aux cartes grises de voiture, établies dans un but de police, nous avons pu établir une statistique mensuelle des ventes de voitures neuves et en déduire la production mensuelle de voitures.

Les nomenclatures étaient de diverses sortes. Celle des professions et activités au recensement était établie par la S. G. F.

VANOLI. — Vous avez parlé, à plusieurs reprises de Dugé de Bernonville. Celui-ci a publié chaque année, avant guerre, dans la *Revue d'Économie politique*, une estimation du revenu national de la France. Et cependant cette expression a été absente de votre exposé. Comment faut-il interpréter cela? Dugé de Bernonville faisait-il ces études par pur intérêt personnel? Cette activité était-elle proscrite à la S. G. F.?

Réponse. — De Bernonville publiait dans la *Revue d'Économie politique*, une statistique des « revenus privés ». Aucun intérêt personnel ne le guidait, mais la S. G. F. était trop rigoureuse pour publier une telle statistique, nécessairement imparfaite et aléatoire.

Ces évaluations présentaient d'ailleurs un grave défaut : pour les revenus industriels et commerciaux, c'est-à-dire le poste le plus délicat, de B. prenait faute d'autre source, les revenus déclarés aux contributions directes, notoirement inférieurs à la réalité. Je lui avais fait observer qu'il eût mieux valu corriger ces chiffres, en évaluant la fraude, les C. D. ayant des idées à ce sujet. Mais, par faux scrupule, il s'en tenait au chiffre comptable, ce qui revenait à compter l'inconnue pour zéro, méthode bien criticable sur le plan scientifique, mais souvent employée encore aujourd'hui, par peur des responsabilités.

H. GUITTON. — Vous avez été le véritable et le principal initiateur des études de conjoncture en France. Vous avez justement montré que la prévision était affaire de jugement. Pensez-vous qu'il faille maintenir la distinction entre statistique et conjoncture? Avez-vous utilisé les méthodes mises en avant par les observatoires de l'Europe centrale, principalement appelés *Instituts de conjoncture*?

Réponse. — Dessirier m'a précédé et guidé, dans les études de conjoncture. Par ailleurs, j'ai toujours pensé, et je pense encore, que les services ou organismes faisant de la conjoncture, même sans prévision, devraient être totalement séparés des organismes de statistique. Les incertitudes et les erreurs de la conjoncture ne doivent pas nuire à la réputation des statistiques. Cette séparation est faite dans tous les pays, sauf en France.

Lorsque j'ai assumé les études de conjoncture, les méthodes des instituts de conjoncture étaient en train de sombrer dans la crise, qu'elles n'avaient pas prévue. Cependant, l'Institut de Louvain a, en 1935, joué un rôle absolument remarquable en provoquant la dévaluation du franc belge, éminemment nécessaire, qui a épargné à la Belgique les dures épreuves qu'a subies la France. Ce cas est absolument typique des services que peut rendre un « observatoire » économique.

J. WEILLER. — Tient à exprimer seulement combien lui avaient rendu service, au tournant des années 1930, l'enseignement de la statistique (avec Aftalion, dont les notes de cours de Jean Lhomme ont porté témoignage) et l'obligeance des statisticiens de la S. G. F. (Dessirier par les indices en volume du commerce extérieur, Jéramec par sa contribution au numéro spécial de la *Revue d'Économie politique* sur « la France devant la crise des échanges internationaux », en 1933 où le travail en commun ne nuisait pas à la diversité des apports). Par la suite, il faudrait évoquer à nouveau, semble-t-il, l'importance de « ces cadres sociaux de la pensée économique », sur lequel un autre travail en commun (avec G.-D. Desroussilles) vient d'être présenté, comme il se devait, en aparté.